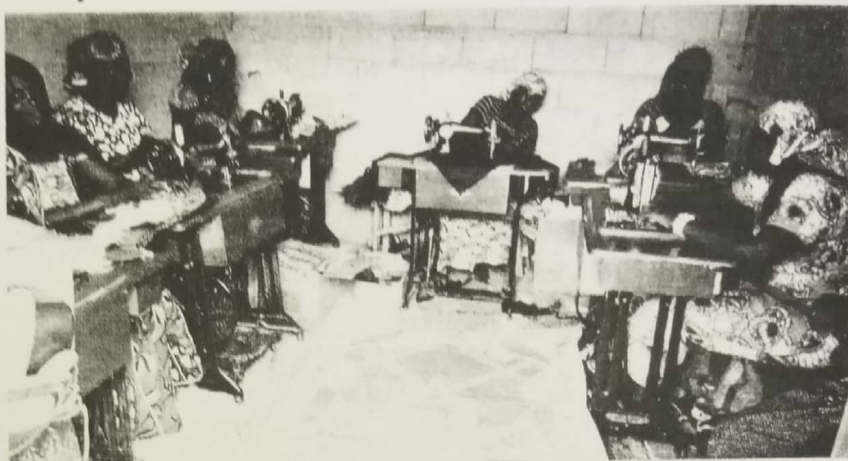




La prime à l'auto-emploi



La couture a permis à des jeunes femmes de s'auto-employer.

■ Une fois les chantiers achevés, le programme encadre également les jeunes dans le développement des activités génératrices de revenus.

Après le travail abattu dans les chantiers pendant quatre à six mois, de nombreux jeunes mobilisés dans le cadre de ce programme Himone ne chôment pas. Pour leur éviter de retomber dans l'ennui et l'oisiveté, le Programme national de développement participatif (Pndp) a mis en place un dispositif qui vise à les aider à se reconvertir dans un autre métier. Une partie du salaire gagné dans les chantiers est épargnée à cet effet. Des fonds destinés au développement des activités économiques dans

des domaines tels que la couture, le transport (moto-taxi), la restauration, l'élevage, l'agriculture, la pisciculture, l'emboûche bovine, l'engraissement et la vente de bétail, etc. C'est le cas de ces jeunes femmes qui, après avoir travaillé à la construction de la mare artificielle de Ndoukoul, se sont constituées en groupes de six pour monter un atelier de couture. Chacune d'elle s'est procurée une machine à coudre. Le Pndp apporte son appui en leur offrant une machine à broder. Selon elles, les commandes ne manquent pas. « Il y a toujours quelqu'un qui apporte un tissu pour le faire coudre », explique Pauline Kasma, couturière. Elle dit gagner 3000 F par jour, tout comme ses autres collègues. Chacune épargne ensuite 1000 F sur ses gains. D'autres bénéficiaires de ce programme, dont une vingtaine d'hommes, se sont lancés dans la culture de l'oignon et d'autres lé-

gumes.

Tout un magasin a été construit pour le stockage de l'oignon que ces agriculteurs vont ensuite vendre dans les villes comme Maroua, Yaoundé et autres. Le programme est à l'origine de l'activité de nombreux moto-taximen à Ngassa. Il a permis que ceux-ci bénéficient d'une formation en auto-école. C'est muni de son permis de conduire brandi avec fierté que Robert Ngatoussia et ses collègues en parlent. Le jeune homme et sa femme ont pu épargner 205 000 F pour s'offrir l'engin. Aujourd'hui en pleine activité, il loue cette initiative du Pndp qui lui a permis d'être épanoui et de s'auto-employer. La moto l'aide à effectuer certaines courses personnelles, mais surtout à transporter des passagers. « Je me retrouve avec 1500 F par jour, ce qui me permet de faire vivre ma petite famille », se réjouit le moto-taximan.

JM



Des bêtes en train de s'abreuver.

« Ce projet contribue à leur donner un revenu »

■ Benoît Lebeurre, directeur de l'Agence française de développement au Cameroun.

Qu'est-ce qui justifie le renouvellement du financement de l'Afd pour cette deuxième phase de l'opération Himo au Pndp ?

En réponse aux problèmes sécuritaires et afin de limiter les mouvements migratoires du fait de Boko Haram, le gouvernement de la République du Cameroun, dont l'un des objectifs est de donner espoir à la jeunesse, a souhaité réaliser un projet d'investissement en appui au développement économique local dans l'Extrême-Nord, favorisant l'emploi et l'insertion des jeunes. L'Afd a mobilisé des fonds auprès de la Commission européenne à l'effet de financer une partie du projet à travers le fonds fiduciaire d'urgence en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et du phénomène des personnes déplacées en Afrique. Avec ce financement, nous avons convenu avec le gouvernement de cibler les jeunes désœuvrés âgés entre 18 et

35 ans prioritairement, présents dans les communes de la région de l'Extrême-Nord. Ce projet contribue à donner aux jeunes un revenu dans le cadre des travaux effectués pour la mise en œuvre des projets à Himo et bénéficiant aux populations rurales à usage collectif/communautaire.

Pourquoi l'Afd a-t-elle privilégié l'approche Himo dans la réalisation de ces projets ?

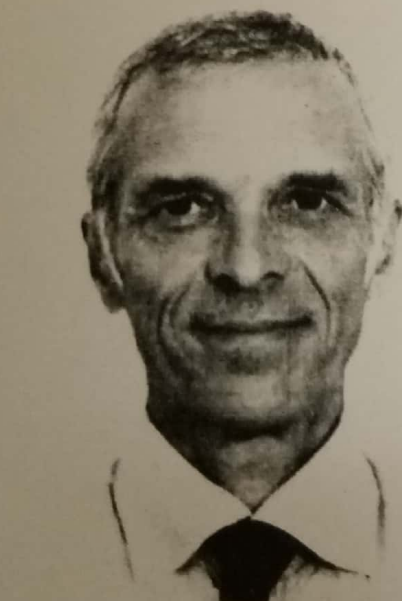
Les jeunes ont généralement un problème de financement des activités génératrices de revenus pour réduire la pauvreté. Conscient de cette réalité, le gouvernement camerounais a sollicité la France à travers l'Afd pour l'accompagner dans la recherche des solutions afin de développer les communes, mais aussi lutter contre la pauvreté. L'approche Himo recommande l'utilisation optimale de la main d'œuvre pour réduire au minimum la pauvreté, tout en considérant attentivement les questions de coûts et de qualité. De manière générale, nous avons souhaité trouver un équilibre adéquat sur l'utilisation de la main d'œuvre, des matériaux et des équipements afin d'obtenir des infrastructures socioéco-

nomiques à haute valeur ajoutée, rentables et de qualité satisfaisante. C'est la deuxième phase de l'opération Himo dans l'Extrême-Nord. La première a couvert 11 communes autres que les 20 communes couvertes dans la deuxième phase en cours. Dans le cadre des négociations avec le gouvernement et si les ressources sont disponibles, il n'est pas exclu d'avoir une troisième phase qui pourra s'étendre aux 16 autres communes de l'Extrême-Nord, voire à d'autres régions.

Quel bilan faites-vous à ce jour de toutes les réalisations ?

Depuis le lancement des projets Himo en février 2015, c'est en moyenne : plus d'un milliard de F payés directement aux jeunes recevant en moyenne 3 000 F par jour de travail, après atteinte du rendement journalier minimal, avec un objectif de constitution d'une épargne représentant le tiers (1 000 F / j) de cette rémunération journalière. Il faut préciser que cette épargne leur est reversée à la fin du projet comme capital de départ pour le lancement des projets économiques personnels.

Propos recueillis par J.M



Benoît Lebeurre : « Il n'est pas exclu d'avoir une troisième phase de l'opération Himo. »